

de notre politique monétaire. Qu'on continue ce régime d'argent cher parce que rare, et on ouvrira toujours plus grande la porte aux investissements étrangers perdant ainsi le «contrôle» de notre économie canadienne.

Ainsi, permettez-moi de citer ici un homme qui n'est certainement pas créditiste, puisqu'il a combattu farouchement notre doctrine lors de la dernière campagne électorale, mais qui, aujourd'hui, est forcé, devant le danger véritable, de s'éveiller à la vérité.

C'est même un bon libéral, marqué au coin de la haute finance! Il est Canadien tout de même, les jours où il reprend son sérieux; et voilà pourquoi il lance ce cri, qu'il reprochait jadis aux créditistes.

Je veux citer, ici, une partie d'un article, signé par M. Kierans qui a paru dans *Le Devoir* du 7 juin, à la page 13:

M. Kierans disait:

Il faut au Canada une politique monétaire plus flexible

Le président de la Bourse de Montréal et de la Bourse canadienne, M. Eric Kierans, s'est prononcé hier en faveur de taux de change et d'une politique monétaire plus flexibles. Parlant devant l'Association canadienne des sciences politiques à l'Université Laval, M. Kierans a déclaré que notre système économique est actuellement construit de manière à maintenir un équilibre extérieur et que le taux de change, entre autres choses, contrôle nos affaires économiques.

Il est d'avis qu'une politique monétaire plus restreinte accroîtra notre dépendance économique sur le marché américain parce que le Canada ne sera pas capable de développer ses propres richesses naturelles. Les États-Unis, dit-il, ont actuellement un surplus de capitaux qui viendront au Canada, si l'occasion se présente.

«Il est même possible que la Société canadienne de financement, qui a été créée afin de racheter le Canada aux États-Unis, soit elle-même financée par des capitaux américains».

Si le Canada adopte des mesures de libre échange commercial, il devra y avoir une réorganisation de notre monde industriel afin de faire face à la concurrence étrangère. Advenant l'adoption d'une politique monétaire restreinte, ce sera impossible.

«Nous n'avons rien fait pour préparer notre système économique au bain froid de la libre concurrence».

Manque de connaissance

M. Kierans déplore le manque de connaissance sur l'activité des compagnies canadiennes. Durant le programme d'austérité de l'an dernier, le personnel du Bureau fédéral de la statistique a été réduit et les informations concernant les compagnies et les mouvements ouvriers sont moins nombreuses.

«Comment pouvons-nous obtenir des renseignements sur la politique canadienne quand on cache les faits à ceux qui pourraient en faire une critique constructive?»

M. Kierans a révélé que de 1950 à 1960, les capitaux investis dans l'industrie ont varié de 9 milliards 100 millions de dollars à 21 milliards 100 millions de dollars, alors que les profits diminuaient en même temps de 861 millions de dollars à 831 millions de dollars.

M. Kierans est d'avis que les barrières tarifaires dont l'objet est de protéger certaines industries «enfantines» ne sont que des pièges parce que rien

[M. Gauthier.]

n'aide ces industries à développer une force concurrentielle quand ces industries sont devenues assez grosses pour faire face à la concurrence étrangère. Les autres pays ne sont pas intéressés à venir acheter au Canada à cause des barrières tarifaires.

M. Kierans est d'avis que l'industrie manufacturière canadienne devrait investir davantage dans des filiales, comme font les États-Unis, spécialement en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Monsieur le président, je suis opposé à l'empissement du gouvernement fédéral, mais je suis encore plus formellement opposé à l'incurie, à la léthargie de certaines provinces dans le champ économique.

J'en suis un peu confus, mais je constate que ce sont précisément les provinces les moins développées économiquement—parce qu'elles n'ont pas su s'élire un gouvernement jeune, actif et sincère avec lui-même—qui crient toujours le plus fort à l'autonomie. Les administrateurs de ces provinces ressemblent étrangement à des propriétaires qui, constatant que leur maison est en feu, ne s'en soucient guère, mais critiquent les voisins qui vont leur porter secours. Et dire que dans ma province ce sont aujourd'hui ceux qui se proclament les plus grands défenseurs de cette autonomie qui l'ont vendue le plus honnêtement.

Je crois de plus en plus que le secret de l'autonomie c'est que chacun mette tout son cœur, tous ses talents, toutes ses énergies à bien édifier sa propre maison afin de procurer aux siens le bonheur dans la sécurité.

Nous sommes désireux de connaître les fonctions réelles de ce ministère, car nous espérons qu'il sera le plus sûr renfort contre les empiètements étrangers, en guidant le Canada vers la conquête de son économie par la possession de ses industries.

(Traduction)

**M. Coates:** Monsieur le président, c'est un plaisir pour moi de participer au débat sur cet important projet de résolution qui tend à la création d'un nouveau ministère de l'État. Il me tarde de voir le projet de loi qui donnera suite au projet de résolution. J'espère qu'on y expliquera ce que le gouvernement compte accomplir en établissant un ministère qui a déjà sa contrepartie à l'échelon fédéral.

Je représente la circonscription de Cumberland où se trouve une aviation qui a une grande portée sur l'économie de la région. C'est donc dire que j'ai entretenu des rapports très étroits avec l'ancien ministre de la Production de défense, l'honorable Raymond O'Hurley. Je tiens à signaler que M. O'Hurley connaissait à fond les problèmes de ma région et qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour que notre secteur obtienne sa juste part des contrats de défense afin que mes commettants aient plus d'emplois et qu'ils jouissent de meilleures conditions de vie.